

Revue stratégique du spectre pour le très haut débit mobile

Consultation publique de l'ARCEP

Réponse de Lagardère Active pour sa chaîne TNT Gulli

Par la présente consultation publique, l'ARCEP souhaite définir les prochaines étapes qui permettront aux réseaux mobiles à très haut débit de poursuivre leur développement en métropole.

Parmi les ressources disponibles pour la mise en œuvre de cette modernisation des réseaux figurera la bande 700 MHz actuellement utilisée par la télévision numérique terrestre (TNT), conformément au principe et au calendrier acté par le Gouvernement¹ de la réaffectation de cette bande de fréquences aux opérateurs de télécom et de l'Internet mobile à très haut débit (4G).

Dans ce contexte, Jeunesse TV, société qui édite la chaîne thématique Gulli pour les enfants et la famille, chaîne TNT gratuite lancée en novembre 2005, filiale à 100% de Lagardère Active depuis octobre 2014, souhaite faire part à l'ARCEP de ses observations sur les mutations envisagées, comme elle a également eu l'occasion de le faire auprès du CSA² et auprès de l'ARCEP³ dans sa consultation publique liée au marché de gros des services de diffusion audiovisuelle hertzienne terrestre.

En effet, trois ans à peine après le premier dividende numérique, **la réallocation des fréquences de la « bande 700 MHz » aux opérateurs mobiles va significativement impacter l'avenir de la plateforme TNT et risque de marginaliser les chaînes thématiques comme Gulli, dont le poids économique dans le paysage audiovisuel TV reste modeste et qui ne sont pas adossés à des groupes de télévisions historiques.**

L'arrêt de deux multiplex et la réorganisation de six restants, rendus nécessaire pour dégager la bande 700 MHz, supposera en outre de nombreux ajustements :

- *Des ajustements techniques* liés à la migration en mode de compression vidéo MPEG-4 et au réaménagement du plan de fréquences
- *Des ajustements juridiques* : la recomposition des multiplex va bouleverser les équilibres existants et remettre en cause la stabilité acquise depuis de nombreuses années.

Il semble d'ailleurs indispensable qu'un délai minimal de 12 mois à compter du moment où les opérateurs auront connaissance de la nouvelle composition des multiplex soit respecté pour s'assurer d'une mutation technologique réussie et du respect des obligations contractuelles en vigueur pour toutes les parties.

Ainsi, inéluctablement, ces modifications techniques et leurs impacts juridiques tels la renégociation des accords engendreront des surcoûts importants pour les éditeurs.

C'est la raison pour laquelle Lagardère Active estime primordial que la mise en œuvre concrète de la réaffectation des fréquences de la bande 700 MHz aux opérateurs mobiles soit effectuée dans un calendrier et selon des modalités compatibles avec les exigences propres à la plateforme TNT, qui va perdre 30% de ses ressources.

¹ Confirmé par l'arrêté du 6 janvier 2015 qui précise que l'attribution des fréquences aux opérateurs télécom se déroulera en décembre 2015

² Contribution de Lagardère Active / Questionnaire du CSA sur la fin de l'utilisation, par les services de TNT, de la bande 700 MHz en métropole Janvier 2015

³ Contribution du Pôle Radio TV de Lagardère Active à la consultation publique sur « l'analyse du bilan et des perspectives de la régulation du marché de gros des services de diffusion audiovisuelle hertzienne terrestre » Janvier 2015

En ce sens, et compte tenu des délais nécessaires également à l'ARCEP, il apparaît indispensable d'organiser des échéances raisonnables et réalistes pour prendre en compte les contraintes techniques, juridiques et opérationnelles de tous les acteurs.

Aux côtés du CSA, du fait de la co-affectation de certaines fréquences jusqu'en 2019 vraisemblablement, l'ARCEP devra trouver des mesures adaptées à l'enjeu des télécoms et à la capacité des attributaires actuels de cette ressource hertzienne, avec tous les concours indispensables comme ceux de l'ANFR et du Parlement.

Lagardère Active est très soucieuse de recueillir comme l'ensemble des acteurs l'avis de la Commission de modernisation de la diffusion audiovisuelle (CMDA) prévue par la loi du 13 novembre 2013, dont la composition est arrêtée mais dont nous ignorons la teneur des travaux. Cette commission organisée par le législateur est également de nature avec les actions conjointes du CSA et de l'ARCEP d'apporter les éclairages experts et la sécurisation juridique de cette opération de grande envergure pour les chaînes TNT d'une part et pour les opérateurs télécom d'autre part.

Notre pays doit réussir à la fois cette nouvelle mutation au meilleur profit des enjeux technologiques des usagers des télécoms comme des téléspectateurs, sans surcoût, et sans désagrément manifeste. Les mesures d'accompagnement des autorités publiques seront indispensables.

En notre qualité d'éditeur « indépendant », nous sommes attachés à la préservation d'un paysage TNT avec des acteurs compétitifs dans un environnement concurrentiel très fort et un marché publicitaire difficile. La diffusion de la TNT gratuite sur notre territoire et particulièrement de chaîne singulière comme Gulli (thématique enfant) participe de la promotion de la diversité culturelle.